

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 21 mai 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres", a donné le 27 octobre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 mei 1997 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effecten-clearingstelsels", heeft op 27 oktober 1997 het volgende advies gegeven :

Observation prealable

Le projet de loi peut avoir des effets sur les recettes fiscales futures. Dès lors, il doit être soumis à l'accord du ministre du Budget, conformément à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire. C'est sous la réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent avis est donné.

Observation generale

Selon l'exposé des motifs, le projet de loi vise à développer le régime de circulation et de conservation des instruments financiers qui ont pris la forme de titres dématérialisés.

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer sur l'opportunité de développer le système des titres dématérialisés. Ce système a pour conséquence de faire perdre aux actionnaires leur anonymat. En laissant penser le contraire, certains passages de l'exposé des motifs sont ambigus et pourraient induire en erreur, notamment lorsque les auteurs du projet affirment que l'objectif du projet est "tout à fait compatible avec une parfaite sauvegarde de l'anonymat des investisseurs finaux". De telles ambiguïtés doivent être supprimées.

De même, lorsque l'exposé des motifs souligne que le projet a "l'ambition de réaliser une structure cohérente dans l'intérêt des (...) placeurs", il convient de relever que le système projeté ne présente pas que des avantages

.../...

pour l'épargnant propriétaire d'actions dématérialisées. Celui-ci supporte, en effet, trois nouveaux échelons de risque pouvant résulter de la faillite ou de la déconfiture :

- 1° de l'intermédiaire éventuel non affilié (article 2 de l'arrêté royal n° 62, en projet);
- 2° de l'affilié à l'organisme de liquidation (article 10 de l'arrêté royal n° 62, en projet);
- 3° de l'organisme de liquidation (article 9bis, alinéas 2 à 4, de l'arrêté royal n° 62, en projet).

Dans chaque cas, il est constitué une universalité des titres de même nature que ceux qui sont inscrits au nom du déposant-revendiquant et, s'il y a insuffisance, on répartit les titres inscrits en proportion des droits des propriétaires respectifs.

Ces inconvénients n'existent pas en cas de détention de valeurs mobilières au porteur puisque le porteur possède des droits intangibles directement vis-à-vis de l'émetteur.

L'exposé des motifs doit, dès lors, être rédigé de façon plus nuancée.

Examen du projet

Intitulé

L'intitulé est susceptible d'amélioration.

.../...

En effet, il ne convient pas d'indiquer que l'on modifie des dispositions légales sans préciser la loi qui est visée. Mais comme le projet en modifie plusieurs, les indiquer toutes allongerait l'intitulé.

Par ailleurs, le mot "compensation" est mal choisi. On organise plutôt des transferts ou la gestion des inscriptions de valeurs mobilières.

L'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi relative aux instruments financiers.".

Dispositif

Articles 2 et 14

A la question si les règles visées aux articles 2 et 14 peuvent s'étendre aux usufruitiers, la déléguée du ministre a répondu dans les termes suivants :

"On doit relever que l'article 10 du texte actuel de l'arrêté royal n° 62, ainsi d'ailleurs que ses articles 9 et 11, mentionnent le propriétaire uniquement. Ils ne font aucune référence à l'usufruitier. Il est probable que les auteurs de l'arrêté n'auront pas voulu entrer dans la problématique complexe des droits respectifs des usufruitiers et nus-propriétaires de titres dans les relations avec leurs teneurs de comptes.

A la suite, la loi du 2 janvier 1991 (articles 8 et 9) et les lois coordonnées sur les sociétés commerciales (articles 52octies et suivants) ont, elles aussi, visé les propriétaires sans se pencher expressément sur le cas de l'usufruit.

.../...

En conclusion, les auteurs du projet sont d'avis de ne pas ajouter la mention d'usufruitier dans l'article 14 du projet sous rubrique, car semblable modification supposerait aussi une multitude d'adaptations parallèles dans l'arrêté royal n° 62, dans la loi du 2 janvier 1991 et dans les LCSC. De surcroît, cet ajout aurait pour effet, nous semble-t-il, de susciter des questions sur une problématique que le législateur n'a jusqu'ici pas voulu régler spécifiquement dans la réglementation relative aux titres et qu'il vaut mieux laisser régler par les principes de droit commun, ce que permet une interprétation téléologique du mot "propriétaire".

Article 6

De l'accord de la déléguée du ministre, il y a lieu de remplacer à l'article 1er bis, § 1er en projet :

- 1° au premier tiret (devenant 1°), les mots "autorités locales belges" par les mots "autres collectivités publiques belges";
- 2° au troisième tiret (devenant 3°), les mots "... et les autorités locales étrangers" par les mots "... et les collectivités publiques étrangers".

Cette observation vaut également pour l'article 31 du projet.

.../...

Article 10

Il serait plus exact d'écrire : "... les instruments financiers qui leur ont été remis dans le régime de ...".

De plus, il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise du projet, les mots "par versements en compte ou autrement" n'ayant pas d'équivalent dans la version néerlandaise.

Article 13

L'article 9bis, alinéa 1er, en projet précise que :

"Les affiliés qui détiennent pour leur compte propre des instruments financiers fongibles directement auprès de l'organisme de liquidation ne sont admis à faire valoir leurs droits réels, de nature incorporelle, qu'à l'égard de cet organisme.".

On n'aperçoit pas la précision qu'apporte le mot "directement". Il faut soit l'omettre, soit s'en expliquer dans l'exposé des motifs. Pour le surplus, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Les affiliés qui possèdent pour leur propre compte des instruments financiers fongibles déposés à l'organisme de liquidation ...".

.../...

Article 18

1. Cet article est une disposition autonome. Elle ne s'insère pas dans l'arrêté royal n° 62. Il convient de la placer avec l'article 34 dans le chapitre VII qui pourrait être intitulé : "Dispositions transitoire et finale".

2. L'article 18, § 1er, autorise le Roi à "coordonner l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières afin d'assurer :

- 1° les concordances grammaticales nécessitées par les modifications introduites par l'article 4 de la présente loi;
- 2° l'harmonisation de la terminologie financière dans les deux langues."

Du commentaire des articles dans l'exposé des motifs, il ressort que "cette disposition sera particulièrement utile pour assurer dans le texte français les accords de genre nécessités par le remplacement systématique, conformément à l'article 4 du projet, des termes "valeurs mobilières" par les termes "instruments financiers".

Il ne s'agit pas là d'un travail de coordination d'un texte législatif, mais d'une toilette de texte nécessitant des corrections de forme. L'habilitation au Roi doit, dès lors, être formulée différemment.

.../...

3. L'article 18, § 2, contient, en réalité, une autorisation de codification et de simplification de diverses dispositions législatives - dont l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières -, "pour ce qui concerne les instruments financiers autres que les titres de dette garantis par les personnes visées à l'article 1er bis (1) de l'arrêté royal n° 62 précité", c'est-à-dire pour les instruments financiers du secteur privé.

Il y a lieu de noter que cette autorisation de codification englobe les articles 52octies/1 à 52octies/7 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, insérés par la loi du 7 avril 1995. L'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait qu'il existe un projet de Code des sociétés - actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat - qui reproduit ces mêmes dispositions sous les articles 469 à 475 (2).

4. La rédaction suivante est proposée pour l'article 18 :

"Art. 18 § 1er Le Roi peut modifier la rédaction des dispositions de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières et des

(1) introduit par le présent projet de loi.

(2) Voyez à ce sujet l'avis L. 23.922/2 du 15 décembre 1994 sur un projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 et modifiant l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation de valeurs mobilières.

dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées en vue d'assurer les concordances grammaticales nécessitées par les modifications introduites par l'article 4 de la présente loi et l'harmonisation de la terminologie financière, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

§ 2 Pour ce qui concerne les instruments financiers autres que les titres de dette garantis par les personnes visées à l'article 1er bis de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 précité, le Roi peut codifier, mettre en concordance, grouper et simplifier les dispositions législatives suivantes :

...

ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées.

A cette fin, Il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à codifier;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec le nouveau numérotage;
- 3° modifier la rédaction des dispositions en vue de les simplifier, d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie financière, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

.../...

Les projets d'arrêté royal visés à l'alinéa 1er font l'objet d'un rapport au Roi et sont soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal qui y est relatif.

Ces arrêtés royaux feront l'objet d'un projet de loi portant confirmation qui sera soumis aux Chambres législatives dans l'année qui suit leur publication au Moniteur belge et cesseront de produire leurs effets s'ils ne sont pas confirmés dans ce délai."

Article 20

L'article 20, § 4, du projet tend à insérer un nouvel alinéa dans l'article 1er de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, lequel alinéa a pour but de prévoir que les titres dématérialisés exclusivement inscrits en compte en application des conditions de l'émission ne peuvent être transférés de compte à compte que sous cette forme.

Cette disposition apparaît comme allant de soi; elle est superflue et doit être omise.

Article 25

A la différence des articles 2, 13 et 14 du projet, l'article 11, alinéa 1er, en projet, ne prévoit pas de règle pour l'exercice direct des droits associatifs des

.../...

propriétaires auprès de l'émetteur. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la raison pour laquelle cette hypothèse n'a pas été envisagée, d'autant plus que le commentaire de l'article 25 renvoie à l'article 2 qui comporte précisément cette mention.

Article 26

Selon l'importance de l'amende administrative, celle-ci peut être qualifiée soit de pénalité, soit d'acte suscitant une contestation de caractère civil au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans les deux hypothèses, pour satisfaire à cette disposition, il y a lieu d'ouvrir auprès des tribunaux un recours direct de pleine juridiction contre la décision administrative.

Article 27

Dans l'article 23, alinéa 1er, en projet, le mot "montant" ne qualifie pas une somme d'argent, mais une quantité de titres. Cependant, comme d'autres dispositions de la loi du 2 janvier 1991 précitée utilisent l'expression "montant de titres", on peut écrire :

"... présentant les mêmes caractéristiques et pour le même montant de titres, quelles que soient ...".

Article 30

1. Dans l'article 5, § 1er, alinéa 2, en projet, il est proposé de remplacer le mot "affaire" par le mot "investissement".

2. L'article 5, § 5, en projet, prévoit que :

"La reproduction des conditions générales du programme (d'investissement) dans le prospectus a pour effet de les rendre opposables aux souscripteurs et acquéreurs de billets de trésorerie nominatifs ou dématérialisés.".

Si le prospectus contient des conditions inhabituelles, il appartiendra à la Commission bancaire et financière d'en apprécier la pertinence et d'exiger qu'elles soient mises en évidence pour pallier toute inattention à leur égard.

Il est également essentiel que la loi précise que les émetteurs doivent, non seulement au moment de l'émission mais pendant toute la durée de l'emprunt, tenir le prospectus à la disposition de toute personne quelconque sans exiger que celle-ci ait déjà déposé un ordre de souscription ou un ordre d'achat.

Article 31

1. L'article 7, § 1er, alinéa 2, en projet, tend à modifier l'article 11, alinéa 2, de la loi du 2 janvier 1991. Cette disposition doit normalement trouver sa place

.../...

dans le chapitre III, si elle ne figurait pas déjà antérieurement dans l'article 7 de la loi du 22 juillet 1991.

2. A l'article 7, § 3, en projet, les mots "par analogie" n'ont pas de contenu juridiquement appréciable, mais ils peuvent être une source de confusion.

Il est préférable de les remplacer par les mots "moyennant les adaptations nécessaires".

Article 34

L'article 34, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"En vue de l'application ... doivent être comprises comme étant faites à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres (C.I.K.).".

Observations finales

1. Dans chaque phrase liminaire des dispositions du projet, il y a lieu de désigner les textes à modifier en mentionnant toutes les modifications expresses restées en vigueur subies par les articles concernés par le projet, et cela par indication de la nature et de la date des textes modificatifs.

Il convient, dès lors, de rédiger comme suit les liminaires des dispositions suivantes du projet :

.../...

"Art. 2 A l'article 52octies/3, inséré dans les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, par la loi du 7 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant : ...".

"Art. 3 Dans l'article 52octies/6, inséré dans les mêmes lois, par la loi du 7 avril 1995, les mots ...".

"Art. 5 A l'article 1er du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, complété par la loi du 7 avril 1995, est remplacé par le paragraphe suivant : ...;

2° le paragraphe 4, inséré par la loi du 7 avril 1995, est remplacé par le paragraphe suivant : ...".

"Art. 8 Dans les articles 2 à 4 et 6 à 11 du même arrêté royal, modifiés par les lois des 6 août 1993 et 7 avril 1995, ...".

"Art. 9 Dans l'article 2 du même arrêté royal, les alinéas 3 et 4, insérés par la loi du 7 avril 1995, sont remplacés par l'alinéa suivant : ...".

"Art. 11 Dans l'article 5, § 1er, du même arrêté royal, remplacé par la loi du 7 avril 1995, ...".

"Art. 12 A l'article 9 du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est complété comme suit : ...;

2° à l'alinéa 2, inséré par la loi du 6 août 1993, ...".

"Art. 14 A l'article 10 du même arrêté royal, modifié par la loi du 7 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° ...;

a)

b)

c)

2° ...;

3° la phrase in fine de l'alinéa 2 est supprimée.".

"Art. 15 Dans l'article 11 du même arrêté royal, remplacé par la loi du 7 avril 1995, ...".

"Art. 16 L'article 13 du même arrêté royal, modifié par les lois des 4 décembre 1990 et 6 août 1993, est remplacé ...".

"Art. 23 Dans l'article 4, alinéa 3, 2° et 3°, de la même loi, modifié par les lois des 6 août 1993 et 4 avril 1995, ...".

"Art. 25 § 1er L'article 11, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

"...".

§ 2 Cet article est complété par l'alinéa suivant : ...".

"Art. 28 Dans l'article 3 de la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt, remplacé par la loi du 4 avril 1995, ...".

"Art. 29 Dans l'article 4, alinéa 3, de la même loi ...".

"Art. 30 L'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 4 avril 1995, est remplacé ...".

"Art. 33 A l'article 6 de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique, modifié par l'article 27 de la loi du 4 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° ...;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

"La Caisse ...";

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

"Les inscriptions ...".

2. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het wetsontwerp kan gevolgen hebben voor de toekomstige belastingontvangsten. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole moet het voor akkoord aan de minister van Begroting worden voorgelegd. Het is onder voorbehoud van de inachtneming van dat vormvereiste dat dit advies wordt gegeven.

ALGEMENE OPMERKING

Volgens de memorie van toelichting is het wetsontwerp bedoeld om het stelsel voor de omloop en bewaring van financiële instrumenten in de vorm van gedematerialiseerde effecten verder uit te werken.

De Raad van State is niet bevoegd om zich uit te spreken over de vraag of het raadzaam is het stelsel van de gedematerialiseerde effecten verder uit te werken. Dit stelsel heeft tot gevolg dat de aandeelhouders hun anonimiteit verliezen. Sommige passages van de memorie van toelichting doen het omgekeerde vermoeden en zijn daardoor dubbelzinnig en misleidend, vooral wanneer de stellers van het ontwerp verzekeren dat de doelstelling van het ontwerp "volstrekt verzoenbaar is met de volledige eerbiediging van de anonimiteit van de eindbeleggers". Zulke dubbelzinnigheden moeten worden geschrapt.

Zo moet ook, wanneer in de memorie van toelichting wordt onderstreept dat het ontwerp "(...) als streefdoel (heeft)

.../...

een coherente structuur te realiseren, in het belang van (...) beleggers", worden opgemerkt dat het voorgestelde systeem niet louter voordelen inhoudt voor de spaarder die eigenaar is van gedematerialiseerde aandelen. Op drie nieuwe niveaus loopt hij immers een risico dat kan voortvloeien uit het faillissement of de staat van kennelijk onvermogen :

- 1º van de eventueel niet-aangesloten bemiddelaar (ontworpen artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 62);
- 2º van het lid dat is aangesloten bij de vereffeningsinstelling (ontworpen artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 62);
- 3º van de vereffeningsinstelling (ontworpen artikel 9bis, tweede tot vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 62).

In elk geval wordt een algemeenheid gevormd van de effecten die van dezelfde aard zijn als die welke op naam van de deposant-terugvorderaar geboekt zijn en, indien die algemeenheid ontoereikend is, worden de effecten onder de eigenaars verdeeld in verhouding tot hun rechten.

Bij effecten aan toonder heeft men die nadelen niet, aangezien de toonder rechtstreeks onaantastbare rechten ten aanzien van de emittent heeft.

De memorie van toelichting moet dus genuanceerder worden gesteld.

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Het opschrift is voor verbetering vatbaar.

Eigenlijk moet, wanneer wordt aangegeven dat wetsbepalingen worden gewijzigd, immers ook de desbetreffende wet worden vermeld. Aangezien het wetsontwerp echter verscheidene wetten wijzigt, zou zulks het opschrift bijzonder lang maken.

Bovendien is het woord "clearing" slecht gekozen. Het gaat veeleer om de organisatie van transferverrichtingen of het beheer van de opneming van effecten.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ontwerp van wet betreffende de financiële instrumenten".

Bepalend gedeelteArtikelen 2 en 14

Op de vraag of de regels genoemd in de artikelen 2 en 14 ook van toepassing kunnen zijn op vruchtgebruikers, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"On doit relever que l'article 10 du texte actuel de l'arrêté royal n° 62, ainsi d'ailleurs que ses articles 9 et 11, mentionnent le propriétaire uniquement. Ils ne font aucune référence à l'usufruitier. Il est probable que les auteurs de l'arrêté n'auront pas voulu entrer dans la problématique complexe des droits respectifs des usufruitiers et nus-propriétaires de titres dans les relations avec leurs teneurs de comptes.

A la suite, la loi du 2 janvier 1991 (articles 8 et 9) et les lois coordonnées sur les sociétés commerciales (articles 52octies et suivants) ont, elles aussi, visé les propriétaires sans se pencher expressément sur le cas de l'usufruit.

En conclusion, les auteurs du projet sont d'avis de ne pas ajouter la mention d'usufruitier dans l'article 14 du projet sous rubrique, car semblable modification supposerait aussi une multitude d'adaptations parallèles dans l'arrêté royal n° 62, dans la loi du 2 janvier 1991 et dans les LCSC. De surcroît, cet ajout aurait pour effet, nous semble-t-il, de susciter des questions sur une problématique que le législateur n'a jusqu'ici pas voulu régler spécifiquement dans la réglementation relative aux titres et qu'il vaut mieux laisser régler par les principes de droit commun, ce que permet une interprétation téléologique du mot "propriétaire".

.../...

Artikel 6

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 1bis, § 1, de volgende woorden moeten worden vervangen :

- 1° na het eerste streepje (dat 1° wordt), de woorden "lokale overheden" door de woorden "andere Belgische overheidsinstanties";
- 2° na het derde streepje (dat 3° wordt), de woorden "... en lokale overheden" door de woorden "... en overheidsinstanties".

Die opmerking geldt ook voor artikel 31 van het ontwerp.

Artikel 10

Het zou juister zijn te schrijven: "... de financiële instrumenten die in het stelsel van de rekening-courant bij hen zijn afgegeven".

Voorts is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie van het ontwerp, doordat de woorden "par versement en compte ou autrement" niet zijn weergegeven in de Nederlandse versie.

Artikel 13

Het ontworpen artikel 9bis, eerste lid, bepaalt :

"De aangesloten leden die vervangbare financiële instrumenten voor hun eigen rekening rechtstreeks aanhouden bij de vereffeningsinstelling kunnen hun onlichamelijke zakelijke rechten alleen laten gelden jegens dat organisme.".

Het is niet duidelijk welke precisering het woord "rechtstreeks" inhoudt. Ofwel moet het vervallen, ofwel moet het in de memorie van toelichting nader worden bepaald. Voor het overige zou de tekst beter als volgt worden gesteld :

"De aangesloten leden die voor eigen rekening vervangbare financiële instrumenten bezitten die bij de vereffeningsinstelling in bewaring zijn gegeven, kunnen hun onlichamelijke zakelijke rechten alleen jegens die instelling laten gelden.".

Artikel 18

1. Dit artikel is een autonome bepaling. Het wordt niet in het koninklijk besluit nr. 62 ingevoegd. Het behoort samen met artikel 34 te worden ondergebracht in hoofdstuk VII dat het volgende opschrift zou kunnen hebben : "Overgangs- en slotbepalingen".

2. Artikel 18, § 1, machtigt de Koning om "het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten (te) coördineren omwille van :

.../...

- 1° de grammaticale overeenstemming vereist omwille van de wijzigingen door artikel 4 van deze wet aangebracht;
- 2° de harmonisatie van de financiële terminologie in beide talen."

Uit de artikelsgewijze bespreking in de memorie van toelichting blijkt het volgende : "Deze bepaling zal inzonderheid nuttig zijn om de franstalige tekst aan te passen aan de wijzigingen inzake taalkundig geslacht die noodzakelijk zijn wegens de systematische vervanging, overeenkomstig artikel 4 van het ontwerp, van de termen "effecten" door de termen "financiële instrumenten".

Het gaat hier niet om de coördinatie van een wettekst, maar om een aanpassing van de redactie van de tekst waarbij de vorm moet worden verbeterd. De machtiging van de Koning moet dan ook anders worden gesteld.

3. Artikel 18, § 2, bevat in feite een machtiging om diverse wetsbepalingen - waaronder het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten - te codificeren en te vereenvoudigen "voor de andere effecten van schulden dan deze uitgegeven of gewaarborgd door de in artikel 1bis (1) van het bovenvermeld Koninklijk besluit nr. 62 bedoelde personen", met andere woorden, voor de financiële instrumenten van de privé-sector.

(1) opgenomen bij dit wetsontwerp.

Op te merken valt dat die codificatiemachtiging ook geldt voor de artikelen 52octies/1 tot 52octies/7 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, ingevoegd bij de wet van 7 april 1995. De stellers van het ontwerp worden erop attent gemaakt dat thans een ontwerp van Wetboek van vennootschappen om advies aan de Raad van State is voorgelegd waarin diezelfde bepalingen onder de artikelen 469 tot 475 worden overgenomen (1).

4. Voor artikel 18 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Art. 18 § 1 De Koning kan de redactie van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten en van de bepalingen waarbij ze uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn gewijzigd, wijzigen om ervoor te zorgen dat de grammaticale aanpassingen worden aangebracht die nodig zijn als gevolg van de wijzigingen die door artikel 4 van deze wet worden ingevoerd, alsook om de financiële terminologie in onderlinge overeenstemming te brengen, zonder dat mag worden geraakt aan de beginselen die in die bepalingen vervat zijn.

(1) Zie in dat verband advies L. 23.922/2 van 15 december 1994 over een wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen gecoördineerd op 30 november 1935 en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten.

§ 2 Voor financiële instrumenten, met uitzondering van effecten van schulden die gewaarborgd worden door de in artikel 1bis van het voormelde koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 bedoelde personen, kan de Koning de volgende wetsbepalingen codificeren, in onderlinge overeenstemming brengen, groeperen en vereenvoudigen :

...

alsook de bepalingen waarbij ze uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn gewijzigd.

Daartoe kan Hij :

- 1° de te codificeren bepalingen anders inrichten, inzonderheid opnieuw ordenen en vernummernen;
- 2° de verwijzingen in de te codificeren bepalingen dienovereenkomstig vernummernen;
- 3° de bepalingen met het oog op vereenvoudiging, onderlinge overeenstemming en eenheid van financiële terminologie herschrijven, zonder te raken aan de erin neergelegde beginselen.

De in het eerste lid bedoelde ontwerpen van koninklijk besluit gaan vergezeld van een verslag aan de Koning en worden om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd. Dat advies wordt samen met het verslag aan de Koning en het desbetreffende koninklijk besluit bekendgemaakt.

.../...

Binnen het jaar dat volgt op de bekendmaking van deze koninklijke besluiten in het Belgisch Staatsblad wordt er aan de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet ter bekrachtiging van deze besluiten voorgelegd; indien zij niet binnen die termijn worden bekrachtigd, treden zij buiten werking."

Artikel 20

Artikel 20, § 4, van het ontwerp strekt ertoe in artikel 1 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium een nieuw lid in te voegen, met als doel te bepalen dat de gedematerialiseerde effecten die uitsluitend op rekening zijn geboekt met toepassing van de uitgiftevoorwaarden, alleen in die vorm van rekening naar rekening mogen worden overgeschreven.

Deze bepaling lijkt nogal vanzelfsprekend; zij is overbodig en moet dus vervallen.

Artikel 25

In tegenstelling tot de artikelen 2, 13 en 14 van het ontwerp, bevat het ontworpen artikel 11, eerste lid, geen regel waarin wordt bepaald dat de associatieve rechten van de eigenaars rechtstreeks bij de emittent kunnen worden uitgeoefend. De Raad van State vraagt zich af waarom niet aan dat geval is gedacht, te meer daar in de commentaar bij artikel 25 verwezen wordt naar artikel 2, waarin dat geval juist wordt genoemd.

.../...

Artikel 26

Al naargelang hoe groot de administratieve geldboete is, kan deze bestempeld worden hetzij als een strafrechtelijke boete, hetzij als een handeling die aanleiding geeft tot een burgerrechtelijke betwisting in de zin van artikel 6 van het Europees verdrag voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

In beide gevallen dient er, om aan deze bepaling tegemoet te komen, voorzien te worden in de mogelijkheid om tegen de administratieve beslissing rechtstreeks beroep met volle rechtsmacht in te stellen bij de rechtbank.

Artikel 27

In het ontworpen artikel 23, eerste lid, heeft het woord "bedrag" geen betrekking op een som geld, maar op een hoeveelheid effecten. Er kan echter, aangezien in andere bepalingen van de genoemde wet van 2 januari 1991 de term "bedrag van de effecten" wordt gebruikt, geschreven worden :

"... met dezelfde kenmerken en voor hetzelfde bedrag aan effecten, ongeacht ...".

Artikel 30

1. In het ontworpen artikel 5, § 1, tweede lid, wordt voorgesteld het woord "zaak" te vervangen door het woord "investering".

2. In het ontworpen artikel 5, § 5, staat :

"De weergave van de algemene voorwaarden van het (investerings)programma in de prospectus heeft tot gevolg deze tegenstelbaar te maken aan de inschrijvers en verwervers van nominatieve of gedematerialiseerde thesauriebewijzen.".

Indien de prospectus ongewone voorwaarden bevat, is het de taak van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen om te oordelen of deze wel relevant zijn en te eisen dat hierop de aandacht wordt gevestigd om te voorkomen dat zij onopgemerkt blijven.

Ook moet in de wet worden bepaald dat de emittenten de prospectus niet alleen op het tijdstip van de uitgifte, maar tijdens de hele duur van de lening, aan iedereen ter beschikking moeten stellen, zonder te eisen dat de persoon in kwestie al een inschrijvings- of kooporder heeft afgegeven.

Artikel 31

1. Het ontworpen artikel 7, § 1, tweede lid, strekt tot de wijziging van artikel 11, tweede lid, van de wet van 2 januari 1991. Die bepaling hoort eigenlijk thuis in

.../...

hoofdstuk III, ware het niet dat zij al eerder voorkomt in artikel 7 van de wet van 22 juli 1991.

2. In het ontworpen artikel 7, § 3, kan de juridische draagwijdte van de woorden "bij analogie" niet worden bepaald; anderzijds kunnen die woorden verwarring scheppen.

Het is verkieslijk ze te vervangen door de woorden "mutatis mutandis".

Artikel 34

Het zou beter zijn artikel 34, tweede lid, als volgt te stellen :

"Met het oog op de toepassing ... Nationale Bank van België, gemaakt in de overeenkomsten bedoeld in het lid, begrepen worden als verwijzingen naar de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas (C.I.K.).".

SLOTOPMERKINGEN

1. In iedere inleidende zin van de bepalingen van het ontwerp behoren de te wijzigen teksten aangegeven te worden met vermelding van alle uitdrukkelijke, nog geldende wijzigingen die zijn aangebracht in de artikelen waarop het ontwerp betrekking heeft, en zulks door de aard en de datum van de wijzigende teksten op te geven.

.../...

De inleidende zinnen van de volgende bepalingen van het ontwerp behoren derhalve als volgt te worden gesteld :

"Art. 2 In artikel 52octies/3, ingevoegd in de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, bij de wet van 7 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1º het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid : ...".

"Art. 3 In artikel 52octies/6, ingevoegd in dezelfde wetten bij de wet van 7 april 1995, worden de woorden ...".

"Art. 5 In artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1º paragraaf 1, aangevuld bij de wet van 7 april 1995, wordt vervangen door de volgende paragraaf : ...;

2º paragraaf 4, ingevoegd bij de wet van 7 april 1995, wordt vervangen door de volgende paragraaf : ...".

"Art. 8 In de artikelen 2 tot 4 en 6 tot 11 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 6 augustus 1993 en 7 april 1995, ...".

.../...

"Art. 9 In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit worden het derde en het vierde lid, ingevoegd bij de wet van 7 april 1995 vervangen door het volgende lid : ...".

"Art. 11 In artikel 5, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij de wet van 7 april 1995, ...".

"Art. 12 In artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : ...;
- 2° in het tweede lid, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993, ...".

"Art. 14 In artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 7 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

...

- a)
- b)
- c)

- 2° in het tweede lid worden ...

.../...

3º de zin aan het einde van het tweede lid wordt geschrapt."

"Art. 15 In artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij de wet van 7 april 1995, ...".

"Art. 16 Artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 4 december 1990 en 6 augustus 1993, wordt vervangen ...".

"Art. 23 In artikel 4, derde lid, 2º en 3º, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 augustus 1993 en 4 april 1995, ...".

"Art. 25 § 1 Artikel 11, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

"...".

§ 2 Dit artikel wordt aangevuld met het volgende lid : ...".

"Art. 28 In artikel 3 van de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, vervangen bij de wet van 4 april 1995, ...".

.../...

"Art. 29 In artikel 4, derde lid, van dezelfde wet ...".

"Art. 30 Artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 april 1995, wordt vervangen ...".

"Art. 33 In artikel 6 van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het fonds tot delging der Staatsschuld, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 4 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ...;

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

"De Amortisatiekas ...";

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

"De inschrijvingen ...".

2. De Nederlandse tekst van het ontwerp is slordig gesteld. Bij wijze van voorbeeld worden, onder voorbehoud van bovenstaande opmerkingen, hieronder een aantal voorstellen tot verbetering gedaan.

In het opschrift van Hoofdstuk I, II, III, IV, V en VI schrijve men "Wijzigingen in" in plaats van "Wijzigingen aan" of "Wijzigingen van".

.../...

In het gehele ontwerp schrijve men respectievelijk "het eerste lid", "het tweede lid", "het derde lid", ... in plaats van "lid 1", "lid 2", "lid 3", enz.

In artikel 2, 1º, schrijve men "Bij wijze van uitzondering kunnen zij :" in plaats van "Bij uitzondering behoort het hen toe". Deze opmerking geldt ook voor artikel 13, ontworpen artikel 9bis, eerste lid, en voor artikel 14, ontworpen artikel 10, eerste lid, en heeft telkens tot gevolg dat het woord "te" vervalt in de drie daaropvolgende streepjes (die a), b) en c) worden).

In artikel 2, 1º, eerste streepje (dat a) wordt) schrijve men "nr. 62" in plaats van "nr 62". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

De uitdrukking "in hoofde van" in artikel 2, 1º, ontworpen artikel 52octies/3, eerste lid, is niet gangbaar in het Nederlands. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, ontworpen artikel 9bis, eerste lid, voor artikel 14, ontworpen artikel 10, eerste lid, voor artikel 15 en voor artikel 25, ontworpen artikel 11, eerste lid.

In artikel 5, 1º, ontworpen artikel 1, § 1, eerste lid, schrijve men "instelling" in plaats van "organisme" en "zorgt voor" in plaats van "verzekert". De eerste opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 5, 1º, ontworpen artikel 1, § 1, tweede lid, zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"De Koning kan die instelling machtigen om ten behoeve van de aangesloten leden of van andere personen of instellingen, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, andere diensten te verlenen in verband met financiële instrumenten, inzonderheid wat betreft bewaring en overdracht".

In artikel 5, 1^o, ontworpen artikel 1, § 1, derde lid, schrijve men "publiekrechtelijk rechtspersoon" in plaats van "publiekrechtelijk persoon".

In artikel 6, ontworpen artikel 1bis, § 1, schrijve men "belast met de omloop" in plaats van "belast met het verzekeren van de omloop".

Het is beter in artikel 6 het ontworpen artikel 1bis, § 2, als volgt te stellen :

"§ 2 Voor de toepassing van dit besluit op de effecten bedoeld in § 1, wordt verstaan onder :

- vereffeningsinstelling : het orgaan dat belast is met het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België;
- aangesloten lid : de instelling die bij de vereffeningsinstelling van de Nationale Bank van België rechtstreeks rekeningen van die effecten heeft."

Het gehele ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

.../...

In artikel 7, ontworpen artikel 1ter, eerste lid, schrijve men "dit besluit" in plaats van "onderhavig besluit", "genoemd in" in plaats van "omschreven in", "ongeacht de vorm waarin zij zijn uitgegeven overeenkomstig het recht dat op hen van toepassing is" in plaats van "ongeacht de vorm onder dewelke zij werden uitgegeven volgens het recht dat hen beheerst".

In artikel 7, ontworpen artikel 1ter, tweede lid, schrijve men "dit besluit" in plaats van "onderhavig besluit", "in de vorm van" in plaats van "onder de vorm van", "bedoeld in" in plaats van "bedoeld door". Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis voor het gehele ontwerp.

Het zou beter zijn artikel 10 als volgt te stellen :

"Art. 10 In hetzelfde besluit wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 2bis De vereffeningsinstelling en haar aangesloten leden kunnen, onder de voorwaarden die in hun transactiereglementen zijn gesteld, de financiële instrumenten die in het stelsel van de rekening-courant bij hen zijn afgegeven, (...) in bewaring geven bij andere depositarissen in België of in het buitenland. Deze bewaargeving doet niets af aan de toepassing van dit besluit".

In artikel 12, ontworpen artikel 9, eerste lid, schrijve men : "Derdenbeslag op de effecten die in bewaring worden gegeven door de vereffeningsinstelling is evenmin toegestaan."

.../...

In artikel 16, ontworpen artikel 13, schrijve men "een aangesloten lid" in plaats van "een aangesloten", "zodra" in plaats van "van zodra", "heeft ingestemd met" in plaats van "zijn akkoord heeft gegeven", "bij de vereffeningsinstelling" in plaats van "bij het vereffeningsstelsel", "instemming" in plaats van "akkoord".

In artikel 17, ontworpen artikel 14, schrijve men "werkwijze" in plaats van "werkingswijze" en "afgegeven moeten worden" in plaats van "moeten afgegeven moeten worden". (...)

In artikel 20, § 1, ontworpen artikel 1, eerste lid, schrijve men "alsook" in plaats van "evenals". Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 25, 1^o (dat § 1 wordt), eerste streepje en artikel 30, ontworpen artikel 5, § 4, eerste lid, 2^o.

In artikel 21, eerste lid, schrijve men "in artikel 1 bedoelde grootboeken van de schuld van de emit-tent" in plaats van "grootboeken van de in artikel 1 bedoelde emittenten".

In artikel 22, ontworpen artikel 3, tweede lid, schrijve men "wijst hij die instellingen aan" in plaats van "duidt hij die instellingen aan".

In artikel 25, 1^o (dat § 1 wordt), schrijve men in de inleidende zin "waarbij" in plaats van "bij wie" en "jegens deze laatste" in plaats van "jegens de laatstgenoemde".

.../...

In hetzelfde punt 1° (dat § 1 wordt) schrijve men bij het eerste streepje (dat a) wordt) "van de artikelen 8 en 9" in plaats van "van artikelen 8 en 9".

In punt 2° van hetzelfde artikel (dat § 2 wordt) schrijve men "overlegging" in plaats van "voorlegging".

In artikel 26, ontworpen artikel 13, eerste lid, 1°, schrijve men : "of waarbij de perken vastgesteld in die erkenning worden overschreden" in plaats van "of in strijd met de grenzen, vastgesteld in die erkenning".

In het tweede lid van hetzelfde ontworpen artikel schrijve men respectievelijk "1.000 frank", "100.000 frank" en "5 miljoen frank" in plaats van "1.000 franken", "100.000 franken" en "5 miljoen franken". Bovendien schrijve men "en in totaal niet meer dan ..." in plaats van "en in totaal mag zij niet meer dan ...".

In artikel 27, ontworpen artikel 23, tweede lid, schrijve men "tijdens de duur van de overeenkomst" in plaats van "gedurende de overeenkomst" en "hetzij gezamenlijk voor alle transacties tussen de wederpartijen of voor een gedeelte ervan" in plaats van "hetzij globaal voor alle of een gedeelte van de transacties tussen de wederpartijen".

Het zou beter zijn artikel 27, ontworpen artikel 23, derde lid, als volgt te stellen :

.../...

"De leveringsvoorwaarden in de zin van deze bepaling omvatten de vervanging van financiële instrumenten die aanvankelijk ter uitvoering van de contante verkoop zijn geleverd door nieuwe financiële instrumenten, tijdens de duur van de overeenkomst."

In artikel 27, ontworpen artikel 24, eerste lid, schrijve men "omvang" in plaats van "volume". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25.

In het derde lid van hetzelfde ontworpen artikel schrijve me "deze laatste" in plaats van "laatstgenoemde". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, derde lid.

In artikel 30, ontworpen artikel 5, § 1, tweede lid, schrijve men "desbetreffende" in plaats van "betreffende".

De paragrafen 2 en 3 van hetzelfde ontworpen artikel 5 behoren als volgt te worden gesteld :

"§ 2 Gaan als bijlage bij de prospectus :

- ...;
- de semestriële informatie bedoeld in artikel 2, indien deze recenter is.

§ 3 Elk betekenisvol nieuw feit dat het oordeel van de inschrijvers of de verwervers kan beïnvloeden en zich in de loop van het emissieprogramma voordoet, moet vermeld worden in een aanvulling van de prospectus."

.../...

Overigens schrijve men, ter wille van de consequentie, in het hele ontworpen artikel 5 telkens "de prospectus" of "deze prospectus" in plaats van "het prospectus" of "dit prospectus".

Het zou beter zijn artikel 33, 3°, ontworpen artikel 6, vijfde lid, als volgt te stellen :

"De inschrijvingen op naam of de gedematerialiseerde effecten die uitsluitend op rekening zijn ingeschreven en die zijn afgelost, worden de facto respectievelijk uit de grootboeken van de overheidsschuld en van de rekening van de Schatkist die in het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België is geopend, geschrapt op de dag van de terugbetaling aan de rechthebbende van de bedoelde inschrijvingen of effecten".

In artikel 34 moet in het eerste lid, inleidende zin, het woord "dat" worden geschrapt en de tekst na de streepjes dienovereenkomstig worden aangepast.

Bovendien schrijve men in het tweede streepje van hetzelfde lid "de wijze" in plaats van "de modaliteiten".

Artikel 34, derde lid, behoort als volgt te worden gesteld "... financiële agenten die de in het eerste lid bedoelde overeenkomsten hebben ondertekend, de inhoud van dit artikel en de nadere regels voor de overgang mee, die zij onderling overeenkomen.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

Het verslag werd opgesteld door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

.../...

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS